Héritages et trajectoires rurales en Europe

Logiques Sociales

Collection dirigée par Bruno Péquignot

En réunissant des chercheurs, des praticiens et des essayistes, même si la dominante reste universitaire, la collection *Logiques Sociales* entend favoriser les liens entre la recherche non finalisée et l'action sociale.

En laissant toute liberté théorique aux auteurs, elle cherche à promouvoir les recherches qui partent d'un terrain, d'une enquête ou d'une expérience qui augmentent la connaissance empirique des phénomènes sociaux ou qui proposent une innovation méthodologique ou théorique, voire une réévaluation de méthodes ou de systèmes conceptuels classiques.

Dernières parutions

Adeline CHERQUI et Philippe HAMMAN (dir.), *Production et revendications d'identités. Eléments d'analyse sociologique*, 2009.

Christophe COLERA, *Les services juridiques des administrations centrales*, 2009.

Virginie GARCIA et Guillaume TIFFON (coor.), *Le sociologue en train de se faire*, 2009.

Marie-Thérèse RAPIAU et Jean RIONDET (coor.), *Le « recrutement » des infirmières : de la formation aux pratiques d'une profession de santé*, 2009.

Josette DEBROUX, *Les « ruralistes » et les études rurales*, 2009.

Gérard REGNAULT, *Jeunes, seniors, entreprises : regards croisés*, 2009.

Laurence SIMMAT-DURAND, *Grossesses avec drogues*, 2009.

Hervé TERRAL, *Eduquer les pauvres. Former le peuple. Généalogie de l'enseignement professionnel français*, 2009.

Célestin BOUGLE, *Solidarisme et libéralisme. Réflexions sur le mouvement politique et l'éducation morale*, 2009.

Eguzki URTEAGA, *La sociologie en Espagne*, 2008.

John TOLAN (dir.), *L'échange*, 2008.

Brigitte ALBERO, Monique LINARD, Jean-François ROBIN, *Petite Fabrique de l'innovation à l'université, Quatre parcours pionniers*, 2008.

Françoise DUTHU, *Le Maire et la Mosquée*, 2008.

Jérôme CIHUELO, *La dynamique sociale de la confiance au cœur du projet*, 2008.

Vocation Sociologue, *Les sociologues dans la Cité. Face au travail*, 2008.

Catherine LEJEALLE, *Le jeu sur le téléphone portable : usages et sociabilité*, 2008.

Sous la direction de
Alain Berger, Pascal Chevalier,
Geneviève Cortes, Marc Dedeire

Héritages et trajectoires rurales en Europe

L'Harmattan

DES MÊMES AUTEURS

- Audrerie D., Dedeire M. (coord.), *Tourisme, culture, patrimoine*, Editions Pilote 24, Périgeux, 2002.
- Berger A., *La Nouvelle Economie de l'espace rural*, Editions Cujas, 1975.
- Berger A., Rouzier J., *Ville/campagne. La fin d'un dualisme*, Economica, 1977.
- Berger A., Rouzier J., *Vivre et produire en Languedoc-Roussillon*, Privat, 1981.
- Berger A., Catanzano J., Fornairon J., Rouzier J., *La Revanche du Sud. Un défi à la France*, L'Harmattan 1988.
- Berger A. (coord.), *Dynamique rurale, environnement et stratégies spatiales*, Publications de l'Université Paul Valéry, Montpellier 3, 2001.
- Berger A., Dedeire M., Font E., *Nouveaux Espaces ruraux en Languedoc-Roussillon, Territoires en mutation*, n° 1, Publications de l'Université Paul Valéry, Montpellier 3, 1997.
- Berger A., Chevalier P., Dedeire M., *Les Nouveaux Territoires ruraux. Eléments d'analyse*, Publications de l'Université Paul Valéry, Montpellier 3, 2005.
- Chevalier P., *Dynamiques tertiaires de l'espace rural*, Publications de l'Université Paul Valéry, Montpellier 3, 2002.
- Chevalier P., Dedeire M. (coord.), « Qualités et territoires », *Revue de l'Economie méridionale*, n° 213, Montpellier, 2006.
- Cortes G., *Partir pour rester. Survie et mutations des sociétés paysannes andines (Bolivie)*, Editions de l'ORSTOM, 2000.
- Capron G., Cortes G., Guétat H. (coord.), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Belin, 2005.
- Baby-Collin V., Guétat H., Cortes G., Faret L. (coord.), *Migrants des Suds. Acteurs, trajectoires et territoires de la mobilité internationale*, IRD/Presses universitaires de la Méditerranée, 2009.

Secrétariat d'édition : Sylvie Hammel.

Cet ouvrage a été édité avec le concours financier de l'Université Montpellier 3, du Centre National de la Recherche Scientifique, du Pôle Universitaire Européen de Montpellier et du Languedoc-Roussillon et de la Région Languedoc-Roussillon.

© L'Harmattan, 2009
5-7, rue de l'École polytechnique, 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-09210-5
EAN : 9782296092105

HÉRITAGES ET TRAJECTOIRES RURALES EN EUROPE

Alain Berger, Pascal Chevalier, Geneviève Cortes, Marc Dedeire

La problématique des trajectoires d'évolution est aujourd'hui au centre de l'analyse des transformations du tissu économique rural européen. Les contraintes imposées par la globalisation et les réponses apportées par les politiques publiques ont conduit les sociétés rurales européennes à formuler une grande variété de réponses aux nouvelles exigences imposées à la fois par les nouvelles demandes du marché et par les directives européennes. Les profondes mutations sociales et culturelles, légitimées en partie par de multiples projets politiques nationaux ou européens, ont modifié tant l'usage des campagnes, affectées selon les régions toujours davantage à la résidence, au loisir et au tourisme, que les regards de la société portés sur les espaces ruraux eux-mêmes. Aujourd'hui, les nouvelles fonctions que la société confère à l'espace rural déterminent la création de nouvelles activités souvent issues du milieu urbain ou répondant à des besoins en provenance de ce milieu. Selon les cas, l'émancipation de la domination agricole, l'émergence de nouvelles bases économiques ou le renforcement de secteurs d'activités, a permis de trouver, dans des domaines toujours plus diversifiés, d'autres sources de richesse et des potentialités de développement.

De nouvelles configurations économiques se sont alors mises en place à plusieurs niveaux d'échelle. Aux niveaux nationaux, les

politiques cadres spécifiques en matière de développement économique et social et l'intégration des directives et des programmes européens aux projets nationaux portent la responsabilité des grandes orientations des pays. Aux niveaux régionaux et locaux, le degré d'adaptabilité de leurs structures sociales, économiques, agraires, culturelles aux changements imposés par le marché et par les exigences politiques, orientent très nettement leurs bases économiques.

En effet, tout en étant soumis aux effets de la globalisation et à leur capacité de réponse au changement, les territoires ruraux européens offrent des avantages comparatifs, des potentiels territoriaux (environnementaux, sociaux, culturels, socioéconomiques, etc.) dont la valeur semble aujourd'hui se renforcer, contribuant ainsi à la réévaluation des ressources territoriales et à l'émergence de nouvelles fonctions rurales. Ces potentiels, valorisés par les acteurs politiques, économiques, sociaux, semblent alors générer de nouvelles dynamiques propres à chaque espace, accentuant ainsi leur différenciation respective.

Dans un contexte d'organisation spatiale largement influencée par les dynamiques urbaines, les trajectoires des campagnes européennes se sont complexifiées au cours des dernières décennies. Les interférences entre les différents facteurs déterminant ces trajectoires et la complexité des mécanismes en œuvre rendent de plus en plus nécessaire une réflexion pragmatique, privilégiant certains aspects au détriment d'autres. Les changements des systèmes politiques, les révolutions agricoles, industrielles et tertiaires, le renforcement du système productiviste comme sa contestation sont autant de processus qui s'inscrivent dans les dynamiques rurales contemporaines. Même si ces processus n'ont pas la même ampleur au sein des diverses ruralités à l'est comme à l'ouest du continent, ces changements entraînent des modifications plus ou moins brutales dans des structures spatiales elles-mêmes héritées de l'histoire.

Les espaces doivent pour partie leur prospérité, leur stagnation ou leur crise à leur capacité d'adaptation aux nouveaux modes de production et de consommation. Même si les fonctions

rurales actuelles ne se présentent pas sous les traits du passé, le poids des traditions ou des savoir-faire locaux, l'existence parfois ancienne de réseaux structurés, d'une main-d'œuvre qualifiée, d'un esprit d'entreprise, peuvent influencer la capacité des territoires à être réceptifs aux nouvelles demandes des marchés comme des sociétés. Sans être exhaustifs, ces éléments permettent de comprendre les différents niveaux d'adaptation des territoires ruraux à des contextes technologiques, économiques et sociaux en changement permanent et rapide. Il peut exister aussi bien un terreau favorable au renouvellement des comportements et des pratiques, à l'origine de l'émergence de nouvelles fonctions rurales, qu'un terreau plus réfractaire et résistant aux changements et à l'innovation, agissant alors comme un frein au développement des territoires.

Le poids des héritages, dans sa dimension politique, économique, sociale ou culturelle, apparaît pour certains comme essentiel dans l'explication du présent ou, du moins, des caractères les plus significatifs des dynamiques territoriales actuelles. Deux concepts, celui d'héritage et celui de trajectoire, permettent d'aborder le poids du passé dans la situation présente des espaces ruraux et dans leur degré d'adaptabilité au changement.

Le concept d'héritage relève de différentes marques naturelles mais aussi immatérielles que le passé a inscrites sur les territoires. L'histoire plus ou moins longue de l'occupation de l'espace par les hommes, leurs pratiques économiques, agricoles, sociales ou culturelles ont modifié de manière permanente certains paysages. Aujourd'hui, la diversité qui en découle peut se trouver pérennisée par une patrimonialisation de l'héritage. Cette dimension patrimoniale est rendue possible par un processus d'accumulation réalisé dans le temps long et par un souci de transmission de ce patrimoine de génération en génération et d'espace en espace. Sur ce dernier point, il convient de poser l'hypothèse que la transmission patrimoniale est un processus générique qui peut avoir une dimension spatiale et, dans ce cas, cette transmission peut s'accompagner de rupture ou de continuité.

Le concept de trajectoire exprime la dynamique, le changement, le parcours du passé vers le présent et, au-delà, vers le futur.

La trajectoire est donc le vecteur de transmission des héritages, avec toutes ses ruptures, reconstructions, redécouvertes et éventuellement les oublis que cela peut représenter. Marc Bloch ¹ mentionne que les grands défrichements du XII^e siècle ont remis à jour ceux réalisés plus de mille ans auparavant, à l'époque romaine. Jules Milhau ² relève également, au milieu du XX^e siècle, les lenteurs d'évolution du milieu rural, le changement s'opérant au rythme du pas des bœufs. Cette inertie apparente des territoires explique les lenteurs des changements opérés. Dans un tel contexte, la perception du changement est masquée par l'apparence d'une quasi-stabilité durable. Sur le même plan, les structures territoriales peuvent être considérées comme des facteurs de dynamisme dans l'accompagnement des processus de déclin ou de croissance. Cette idée a été très souvent mise en avant, par les économistes régionaux comme André Piatier ³ qui explique que les lignes de séparation entre les territoires de la croissance et ceux de la stagnation ne sont pas figées.

La diversité des trajectoires sociales et démographiques rurales : continuité/discontinuité et rupture

Les trajectoires des régions européennes montrent une diversité des comportements démographiques et socioéconomiques. Ces trajectoires régionales s'enracinent pour l'essentiel dans l'histoire. Elles peuvent connaître une continuité et, dans un certain nombre de cas, des ruptures. Il s'agit d'analyser ces différentes trajectoires et d'en préciser la dynamique dans la longue période. Peut-on parler de continuité et malgré des disparités de situations, va-t-on vers une convergence ? Existe-t-il des cycles dans les trajectoires ? Existe-

¹ Bloch M., (1964), *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française*, tome premier, 4^e éd., A.Colin, Paris, 261 p.

² Milhau J., (1954), *Traité d'économie rurale*, Presses universitaires de France, tome premier, *L'Agriculture*, 264 p.

³ Piatier A. (1988), « Aménagement du territoire et mouvements longs », Séminaire DECTA III, *Repenser l'aménagement du territoire*, Université Bordeaux 1, ronéotypé, 61 p.

t-il des ruptures ? Et si oui, comment se traduisent-elles et influencent-elles les évolutions des régions ?

Les ruptures peuvent-être être de nature très différente même si des interrelations existent entre elles. Les trajectoires s'illustrent fréquemment à travers une *rupture économique*, qui peut être d'une part visible statistiquement dans le fait au quotidien et d'autre part avoir une visibilité sectorielle notamment dans les grands domaines d'activité.

La *rupture sociale* accompagne souvent la rupture économique. Elle s'exprime, par exemple, à travers le déploiement de la double activité pour les actifs agricoles, mais aussi par la double localisation avec les migrants quotidiens.

La *rupture politique* peut relever d'un changement de système politique, d'une modification des rapports à la terre ainsi que du déploiement d'une politique européenne. Dans certains cas, le développement de la décentralisation favorise l'émergence des territoires locaux et des systèmes de régulation spécifiques.

La *rupture culturelle* est également latente avec une plus grande ouverture des populations rurales traditionnelles envers d'autres territoires et d'autres sociétés. L'impact grandissant des médias et des outils de communication dans les représentations culturelles de ces populations, et envers ces populations, harmonise les aires culturelles des campagnes.

La rupture entre le rural et l'agriculture apparaît comme la plus spectaculaire, souvent plus dans les faits que dans la perception que l'on en a. Elle se trouve confirmée dans l'analyse des différentes définitions. Avec le souci de gérer les territoires sur le plan administratif, la rupture entre le rural et l'agricole a été difficile à admettre, notamment à travers la représentativité des territoires par le biais des élus locaux au sein du pouvoir exécutif. Aujourd'hui encore, les liens entre le rural et l'agriculture restent prégnants sans refléter nécessairement la réalité. Dans de très nombreux espaces, le milieu agricole demeure très minoritaire sur le plan démographique même si sa suprématie foncière reste de mise. Ce décalage, au sein des ruralités d'aujourd'hui entre l'affaiblissement relatif du caractère

social du monde agricole et son emprise foncière encore dominante, illustre la complexité à gérer les territoires ruraux.

L'affirmation de la densité de population dans les définitions rurales au sein des pays d'Europe se complète de plus en plus souvent d'une recherche des fonctionnalités dominantes de ces espaces. Ainsi, les différentes typologies permettent de mesurer, à des échelles spatiales adaptées, les évolutions des territoires sur le plan socio-économique. Une convergence de ces définitions semble aujourd'hui en bonne voie.

L'empreinte de l'histoire sociopolitique dans la diversification des trajectoires rurales européennes

Les systèmes sociopolitiques engagés en Europe ont fortement marqué et conditionné les trajectoires des campagnes. Ils jouent souvent un rôle explicatif majeur dans la recherche des causalités des mutations rurales. L'effondrement des régimes communistes en Europe centrale et orientale, l'élargissement de l'Europe communautaire, le processus de décentralisation, la mondialisation des accords de libre échange et toute autre modification des systèmes politiques ont pu favoriser des ruptures dans les modèles socioéconomiques. Il s'agit d'en analyser l'impact sur l'évolution des territoires et de leurs trajectoires et d'en préciser la nature.

L'effondrement des régimes communistes européens a provoqué un bouleversement dans les structures socioéconomiques et foncières du monde rural. La décollectivisation, la réallocation de la terre et des outils de travail ont conduit à l'émergence de nouvelles sociétés rurales, différentes selon les pays et les démarches politiques retenues par chacun d'entre eux.

La politique régionale européenne a mis l'accent, dès sa mise en place, sur la diversification des économies rurales dans la mutation des espaces. Alors que les régions rurales européennes sont confrontées aux changements rapides de l'économie internationale, à l'amélioration des communications, à la réduction des coûts de transport, aux variations fluctuantes des échanges de biens et de

services, elles voient s'ouvrir des opportunités de développement significatives. Dans ce contexte, les pouvoirs publics, à tous les niveaux, sont désormais conscients de la nécessité d'améliorer mais parfois d'abandonner les politiques sectorielles traditionnelles au profit d'instruments plus appropriés.

Aujourd'hui, la plupart des gouvernements des pays de l'Union européenne affichent un intérêt croissant pour des approches territoriales de leur politique, mettant plus l'accent sur les investissements dans les nouvelles activités, les équipements et les infrastructures que sur une logique de subvention de l'économie traditionnelle rurale. L'impact modeste des subventions agricoles sur la performance économique générale des espaces ruraux, même ceux qui sont les plus dépendants de l'agriculture, interroge désormais les pouvoirs publics, d'autant que la réussite des communautés rurales dépend surtout aujourd'hui du développement de nouveaux moteurs économiques, essentiellement non agricoles. Ce passage d'une approche sectorielle à une approche territoriale des politiques publiques se traduit souvent par une intégration des diverses politiques aux différents niveaux territoriaux dont l'objectif est d'améliorer la coordination d'actions au niveau de chaque gouvernement central.

Dans un souci d'intégration des territoires ruraux aux économies nationales, les politiques publiques nationales et européennes accordent désormais à la diversification, un potentiel fort nécessaire pour sortir de la crise socioéconomique dans laquelle une grande partie des campagnes se sont enfoncées depuis plusieurs décennies. Dans leur majorité, à l'échelle de l'Europe, elles s'orientent vers de nouvelles directions, des changements d'objectifs, par des ajustements dans la structure de la gouvernance locale. On constate en particulier qu'une approche fondée sur des investissements stratégiques visant à développer les activités les plus productives se substitue de plus en plus à une approche basée sur les subventions des secteurs en déclin.

Ces politiques mettent aussi l'accent sur les spécificités locales, telles les aménités environnementales, culturelles ou les produits locaux, traditionnels ou labellisés, en tant que moyen pour

généraliser de nouveaux avantages comparatifs. Elles misent sur une démarche de patrimonialisation du potentiel territorial pour accroître l'attractivité de leurs espaces, en attirant les hommes, dans une démarche d'accueil résidentiel, et les activités, pourvoyeuses de nouvelles opportunités d'emplois. Le contexte économique mondialisé, qui a mis en compétition les territoires, a contraint les campagnes à entrer dans un processus concurrentiel et, dans un souci d'attractivité, à se démarquer, d'une part des villes, qui bénéficient largement de la concentration des flux démographiques et économiques, mais aussi, d'autre part, entre elles. Ce démarquage passe désormais par un appui important à l'initiative endogène dans la recherche, l'identification et la valorisation des aménités territoriales. Cette initiative endogène est d'ailleurs soutenue par des politiques dont la gestion, et parfois même la conception, se décentralisent aux différents niveaux régionaux, micro-régionaux et locaux. Elles favorisent les partenariats, comme c'est le cas en France avec la loi sur les territoires ruraux, entre les secteurs publics, privés et associatifs dans le développement et l'exécution des politiques locales ou régionales.

Quel avenir pour les espaces ruraux ?

L'avenir du rural se joue, aujourd'hui, à travers la multifonctionnalité. Dans un temps pas toujours très éloigné, l'agriculture et sa dynamique apparaissaient comme l'élément commun des trajectoires rurales. Tant que l'autarcie et le marché local ont dicté leurs lois aux espaces ruraux et cela jusque vers le milieu du XIX^e siècle, les trajectoires rurales étaient voisines. La révolution agricole consécutive à la généralisation et à la domination des marchés nationaux puis internationaux, a éloigné, les uns des autres, les trajectoires des espaces ruraux selon leurs capacités à s'adapter et à participer, ou non, à ces mutations agraires.

Aujourd'hui, c'est la multifonctionnalité qui joue un rôle commun à la plupart des espaces ruraux. Elle apparaît comme la principale source de diversification des trajectoires rurales.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BLOCH M., (1964), *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française*, tome premier, 4^e éd., A. Colin, Paris, 261 p.
- MILHAU J., (1954), *Traité d'économie rurale*, tome premier, *L'Agriculture*, Presses universitaires de France, Paris, 264 p.
- PIATIER A., (1988), « Aménagement du territoire et mouvements longs », *Séminaire DECTA III, Repenser l'aménagement du territoire*, Université Bordeaux 1, ronéotypé, 61 p.

PREMIÈRE PARTIE
PROBLÉMATIQUES, HÉRITAGES,
TRAJECTOIRE ET RURALITÉ

Héritage, trajectoire, rural, autant de termes dont il est nécessaire d'approfondir la signification avant d'aborder la problématique générale de cet ouvrage.

Les concepts d'héritage et de trajectoire sont développés par Marie-Claude Maurel dans un premier chapitre. Elle montre dans son texte la permanence des traces du passé en s'appuyant sur l'exemple du parcellaire paysan de la Slovaquie. Ce dernier paraissait totalement disparu lors des politiques de collectivisation des années cinquante et soixante. On le retrouve, aujourd'hui, avec la politique de redistribution des terres entreprise dans les années quatre vingt dix, après la chute du régime communiste.

Ainsi, avec les brisures de l'histoire, dont les effets spatiaux peuvent paraître définitifs, l'héritage peut être enfoui profondément comme cela est le cas pour une partie du monde rural. Il peut alors se révéler être un patrimoine et donner lieu à une mise à jour, une réactualisation, et devenir un élément contemporain de développement économique, social et culturel.

Les trajectoires suivies par les espaces ruraux sont marquées par les grandes césures de l'histoire économique rurale et de l'économie agricole plus particulièrement.

C'est la grande rupture de l'après guerre, avec l'abandon de l'agriculture paysanne, au bénéfice d'une agriculture moderne de plus en plus déterritorialisée. C'est, plus tard, la crise fordiste des années

1975-80 qui voit s'opérer un renversement de tendance avec la redécouverte des territoires, de leurs spécificités, de leurs savoir-faire et de leurs potentialités.

On assiste alors à une réorientation d'une partie des modes de production agricole, d'autant plus complexes et diversifiés que le poids de l'agriculture s'amenuise dans l'économie rurale, que l'expansion d'une production agricole territorialisée ne se substitue pas (heureusement) au mode de production intensif, mais vient s'y ajouter. Cette agriculture de territoire va reconquérir des espaces possédant de faibles capacités productivistes sur le plan agricole.

Enfin, les agriculteurs se trouvent aujourd'hui en présence de nouvelles opportunités économiques et peuvent être amenés à jouer un rôle prépondérant dans leur valorisation du simple fait de l'importance du capital foncier qu'ils détiennent.

A partir de trois exemples de territoire, Bernard Pecqueur montre que la mise en place d'une agriculture territorialisée peut rencontrer des contextes très différents compte tenu du passé de ces territoires et, par là même, des héritages qu'ils assument.

La question de la définition de l'espace rural est une question rémanente en science humaine et sociale sans que les réponses apportées soient pleinement satisfaisantes, ni surtout opérationnelles aussi bien dans le temps que dans l'espace.

Ainsi, Samuel Depraz s'interroge sur la possibilité de construire une définition internationale du rural à l'échelle de l'Europe. L'approche comparative de trente pays européens montre la relative hétérogénéité des définitions de l'espace rural, utilisées au niveau national. Cela confirme bien que dans ce domaine il est plus facile de décrire que de définir. Cependant, cette diversité apparente de définition masque en réalité une certaine convergence portant successivement sur : un problème d'échelle de définition, le poids du critère densité, la mise à l'écart de la fonction agricole et l'atténuation de la dichotomie rural-urbain. Enfin, les trois quarts des définitions utilisent des critères démographiques.

Cependant, compte tenu du caractère ambigu de la dynamique de l'espace rural, dynamique subie et dynamique propre, de

l'hétérogénéité des situations et des trajectoires, Pascal Chevalier pose la question de savoir si le terme même de rural est le mieux approprié pour qualifier une telle diversité. Quelle réalité recouvre-t-il, face à une homogénéisation des modes de vie et l'affaiblissement des spécificités rurales ?

Des particularismes subsistent dans de nombreux domaines, que ce soit dans des modes de production, dans les différentes formes de mobilité des populations, dans une grande disposition d'espace...

Le concept de rural évolue nécessairement avec les changements passés et en cours affectant l'espace rural. D'une ruralité encore agraire à une ruralité tertiaire, l'évolution est grande au cours des cinquante dernières années. D'un monde clos à un rural urbanisé, d'une ruralité fonctionnelle et passéiste à une ruralité de plus en plus valorisée, de l'isolement en milieu urbain à la redécouverte de la communauté locale en milieu rural les changements sont profonds et remettent successivement en causes les différentes définitions du rural.

Aujourd'hui, les référents qui paraissent les plus pertinents pour aborder le concept de rural paraissent être le local, l'environnement et le paysage.

PENSER L'HISTORICITÉ DES TERRITOIRES

Marie-Claude Maurel

Comment penser l'historicité des territoires ? Pour tenter de répondre à cette question, il n'est pas inutile de revisiter les notions d'héritage et de trajectoire. Le thème de l'héritage interpelle le géographe dans sa relation privilégiée avec une science sociale voisine, l'histoire. Pour analyser le présent, le géographe se doit d'intégrer dans sa démarche cognitive le passé et ses héritages. Dans le regard du géographe sur les territoires, dans ce qu'il observe et cherche à comprendre quelle est la part de l'histoire et quelle est celle de la géographie ? La métaphore de l'héritage est en partie impropre à traduire les mécanismes complexes d'une transmission qui s'opère à travers des formes sociales et des structures spatiales. En retraçant les transformations qui remodelent et recomposent celles-ci, le géographe cherche à saisir comment le jeu des acteurs prend en compte les formes héritées pour tenter de les préserver ou à l'inverse pour s'en affranchir. Penser le changement social et la transformation spatiale dans leur trajectoire solidaire, traiter des rapports entre la morphologie des territoires et les sociétés qui les construisent et leur donnent sens au travers des divers types de temps, tels sont les thèmes que cette réflexion introductive entend aborder. L'usage que l'on fait des notions d'héritage et de trajectoire s'éclaire quand on les replace par rapport aux conceptions théoriques du temps dans lesquelles elles s'inscrivent. Plus que le produit de l'enchaînement du temps, la morphologie des territoires porte l'empreinte de traces et de formes qui

relèvent de temporalités multiples. Par quels cheminements historiques et dans quels contextes s'opère la recomposition des formes héritées ? Quelle lecture convient-il de mettre en œuvre pour « questionner les héritages » et repérer les « trajectoires historiques et situées des territoires ¹ » ?

Comment penser le temps des territoires ?

La métaphore de l'héritage

D'ordre fondamentalement juridique, la notion d'héritage est associée à celle de patrimoine et de transmission. Ainsi entendu, l'héritage désigne le bien transmis et évoque l'acte de succession. L'héritier est le successeur et par là le continuateur. La métaphore de l'héritage est donc porteuse de l'idée de continuité et de poids du passé. Dans la perspective qui est celle du géographe, l'usage métaphorique de l'héritage s'applique à un objet d'étude, le territoire, c'est-à-dire un espace sur lequel les sociétés agissent, qu'elles contrôlent et qu'elles construisent ². D'entrée de jeu, précisons que l'on se positionne du côté de ceux pour qui le territoire a un statut hybride, à la fois matériel et idéal ³. Qu'est-ce qui est transmis et comment ? A quoi s'applique la métaphore de l'héritage ? Est-ce aux traces laissées sur le territoire par les sociétés ou bien aux formes léguées par les générations qui se sont succédé sur ce même territoire ? La distinction que les archéologues sont parvenus à établir entre les traces, d'une part, et les formes, d'autre part, permet de mieux cerner les mécanismes de la transmission.

Permanence des traces, transmission des formes

Qu'il s'agisse de l'étude des parcellaires agraires ou des plans de cités, les historiens et les géographes ont mis en lumière le maintien

¹ Von Hirschhausen B. (2006), « Trajectoires de décollectivisation en Roumanie. Questionner les héritages à partir des différences géographiques », in S. Kott, M. Mespoulet, *Le Postcommunisme dans l'histoire*, éditions de l'université de Bruxelles.

² Di Méo G. (1998), *Géographie sociale et territoires*, Nathan, 320 p.

³ Lussault M. (2006), « Le couple histoire-géographie », in Lévy J., Lussault M., *Dictionnaire des sciences humaines*, p. 558-562.

de tracés et en ont conclu à des permanences de structures. L'openfield a ainsi été présenté comme la forme emblématique des paysages agraires médiévaux⁴. Les travaux des archéologues invitent à revoir une thèse à laquelle des générations de ruralistes ont longtemps accordé foi⁵. L'utilisation des photographies aériennes, l'exploitation des données livrées lors de chantiers de fouilles ont permis de progresser dans la connaissance des « mécanismes de la mémoire du parcellaire », et de fonder une approche typologique du maintien des formes du paysage.

Le territoire joue un rôle de mémoire dans la transmission d'héritages matériels et idéels. Ce rôle est plus complexe qu'il n'y paraît. Prenons le cas du parcellaire foncier, il prend appui à la fois sur du matériel et sur du juridique. La matrice cadastrale est une représentation du parcellaire dans sa matérialité et en même temps l'inscription normative de l'appropriation foncière, qui est par essence un fait social. La transmission par la mémoire peut s'appuyer sur du matériel (des tracés) et du juridique (un lien d'appropriation qui est une norme sociale). Ces deux types de mécanisme ne vont de pair que lors de périodes de stabilité relativement brèves à l'échelle historique. Un parcellaire peut être modifié sans que soit portée atteinte à la structure foncière (cas du remembrement) et l'inverse peut également advenir (élargissement d'assise foncière des exploitations agricoles sans que s'opère une restructuration). Les deux processus peuvent être remis en cause par un changement radical du mode d'appropriation suivi d'un réaménagement du parcellaire. La collectivisation en constitue une illustration qui a valeur de démonstration. L'histoire récente des décollectivisations intervenues après la chute du régime communiste a introduit le cas de figure opposé, la restitution d'un bien foncier en vertu d'une appropriation antérieure. Les plans cadastraux enregistrant celle-ci existaient à l'état d'archives si bien qu'un minutieux travail de reconstitution a pu être opéré à partir d'elles.

⁴ Bloch M. (1936), « Les paysages agraires : essai de mise au point », *Annales d'histoire économique et sociale* n° 8.

⁵ Lavigne C. (2000), « De nouveaux objets d'histoire agraire pour en finir avec le bocage et l'openfield », *Etudes rurales*, n° 167-168.

Prenons un exemple concret, la trame de propriété foncière dans un pays comme la Slovaquie. Lorsqu'on parcourt la campagne slovaque, le regard ne retient que le parcellaire des grandes unités de culture mises en place par la collectivisation et à présent cultivées dans le cadre de grandes exploitations sociétaires. La trame de l'ancien parcellaire paysan a disparu, elle a été gommée du paysage par les remembrements qui ont suivi la collectivisation des années 1950-1960. Lors du changement de système, au début de la décennie 1990, la société slovaque a opté pour un large processus de restitution des terres aux anciens propriétaires. Depuis plus d'une décennie, le fonds foncier d'Etat s'efforce de dresser la carte de cette ancienne propriété foncière. La procédure de rénovation des cadastres a pour objet de reconstituer l'ancienne trame agraire de manière à établir les droits de propriété. Il est pourtant certain que l'on ne reviendra pas à cet ancien parcellaire qui a cessé d'être fonctionnel du point de vue de l'exploitation agricole du sol.

Cependant, le parcellaire de la propriété paysanne pré-collectiviste est lui redevenu fonctionnel du point de vue du marché foncier locatif (c'est-à-dire des relations entre anciens propriétaires et nouveaux exploitants). Il peut être visualisé sur un écran d'ordinateur à partir d'une base de données géo-référencées. Un tracé virtuel pour un lien d'appropriation restauré. Dira-t-on que l'héritage pré-collectiviste est fossile, ou plutôt qu'il est redevenu virtuellement actif après avoir cessé de l'être ?

La structure d'appropriation foncière établie à partir des anciens droits de propriété qui ont été transmis à des ayants droit est devenue la base sur laquelle se reconstitue un nouveau marché foncier. Cette trame héritée dont seuls les cadastres conservent la trace ne constitue pas un facteur d'inertie susceptible de faire obstacle aux exigences de l'agriculture moderne. D'autres formes spatiales se sont surimposées sur elle. A travers cet exemple, on voit que l'argument du continuum matériel perd en partie de son importance pour expliquer les mécanismes de la transmission. Dans tous les cas de figure, il convient de dissocier la trace matérielle de la forme, de nature sociospatiale, qui se maintient grâce à l'inscription dans une

structure d'ensemble qui possède sa propre organisation. C'est l'intérêt de travaux récents effectués dans le champ de la morphologie dynamique de l'avoir mis en évidence. « La permanence de la forme repose sur sa capacité à se transformer dans le temps, à se reproduire, malgré et grâce à son environnement et aux événements qui l'affectent et qu'elle affecte ⁶ ». Cette conception de la persistance de la forme est différente de la notion d'hystérésis, entendue comme la propriété qu'ont certains systèmes de conserver les formes après que les conditions de leur production ont disparu. Cette dernière explication, de type scientifique, est parfois mise en avant pour expliquer les faits d'inertie structurelle.

Le processus de transmission n'est jamais une reproduction à l'identique, il accompagne une recomposition, un ré-agencement, une reconfiguration de la morphologie des territoires. Ceux-ci traversent des changements de fonctionnalité qui viennent modifier le rôle des éléments matériels. Il peut y avoir valorisation de ces derniers à travers leur réemploi sous des formes diverses et selon des procédures de rénovation, de restauration ou encore de réhabilitation. Si l'empreinte des traces et l'image du palimpseste collent à la figure de l'héritage, il faut se garder de réduire la portée et la signification de ce dernier aux seules dimensions matérielles. Cette remarque invite à explorer les logiques et les mécanismes de la transmission ⁷ qui interviennent dans ce que nous appelons communément un processus de recomposition ou de reconfiguration. Ces mécanismes de transmission peuvent se déployer sur le temps long, il suffit d'évoquer des objets d'étude familiers aux géographes tels que la trame du peuplement, celle de l'habitat et des formes du bâti, l'aménagement des terroirs, c'est-à-dire tout ce qui a pu être légué par les sociétés qui nous ont précédés ⁸.

⁶ Robert S. (2000), « Comment des formes du passé se transmettent-elles ? », *Etudes rurales*, n° 167-168.

⁷ Muxel A. (2006), « Transmission et valeurs », *Dictionnaire des sciences humaines*, p. 1 192-1 194.

⁸ On y reviendra ci-dessous pour souligner leur rôle dans la formation des identités territoriales.

Trajectoire et dépendance du passé

L'usage du terme de trajectoire s'est imposé pour exprimer la dimension temporelle des processus de transformation. Utilisée pour évoquer des itinéraires de transformation, la notion de trajectoire relève d'une définition bien souvent implicite. Le terme est employé par les sciences dites « dures », en mécanique, en balistique, en cinématique, en astronomie, en physique (théorie du chaos), en mathématique qui en donnent des définitions strictes. Les sciences sociales l'ont emprunté pour en faire un usage métaphorique (transfert de sens par substitution analogique) en l'accompagnant d'un vocabulaire associé, rarement explicité, souvent issu des sciences physiques. Citons les termes de bifurcation, de divergence ou de convergence des trajectoires, ou encore de sensibilité aux conditions initiales⁹. Les notions de temps (simultanéité, succession des événements, durée d'un phénomène) permettent au chercheur en physique ou en mécanique de décrire les mouvements qu'il observe, elles peuvent de même aider le chercheur en sciences sociales à concevoir et analyser les processus historiques. En économie ou en science politique, les approches qui ont été développées à propos des changements de système se distinguent par la manière dont elles conceptualisent le changement, soit par rapport à un état final souhaité (paradigme de la transition), soit dans une perspective qualifiée d'« évolutionnaire », plus attentive à la durée, aux temps propres des institutions et des comportements (paradigme de la *path dependence*¹⁰).

⁹ Sur tous ces termes on renvoie à l'ouvrage de Brunet R., Ferras R., Théry H. (1992), *Les Mots de la géographie, dictionnaire critique*. Reclus/La Documentation française, 470 p.

¹⁰ Ce paradigme pose une série de questions qui ont été identifiées par Michel Dobry à propos de la transition politique. Michel Dobry souligne le risque consistant à identifier des cheminements, des séquences historiques et à expliquer le résultat par la trajectoire suivie. Il s'interroge sur « les principes de discrimination dans le passé de ce qui est supposé produire des effets de détermination décisifs. » C'est le risque d'une « analyse régressive sans principe » introduisant une forme de déterminisme élémentaire, risque inhérent au récit historique ou rétrospectif. M. Dobry (2000), « Les Voies incertaines de la transitologie », in *Revue française de science politique*, n° 4-5.